

« LES ASSUREURS DOIVENT ÊTRE MOTEURS pour impulser des changements à la hauteur des enjeux actuels »

Assureur incontournable à une échelle mondiale et notamment en France, le Groupe Zurich est fortement engagé sur l'ensemble des problématiques et enjeux qui redessinent les contours du secteur assurantiel. ***Florence Tondu-Mélique, présidente-directrice générale de Zurich France, nous en dit plus.***



©Sylvie-Humbert

Florence Tondu-Mélique

Quel est votre positionnement sur le marché de l'assurance en France et dans le monde ?

Le Groupe Zurich est un des cinq premiers assureurs mondiaux. Avec près de 60 000 collaborateurs dans 176 pays, il propose une large gamme de produits et de services en gestion et prévention des risques. Plaçant la prise en compte de la complexification de ceux-ci au cœur de sa stratégie, le Groupe accompagne les grandes mutations économiques et sociétales en cours.

En France depuis 1877, Zurich est aujourd'hui l'un des leaders du marché en assurance commerciale. À ce titre, il assure l'ensemble du CAC 40 et un grand nombre d'ETI et de

PME françaises dans leur développement en France et à l'international.

Présent sur des branches telles que le dommage, la responsabilité (civile, professionnelle, environnementale, des dirigeants), la construction, les risques techniques et de spécialité (cyber, M&A, institutions financières), Zurich apporte également son expertise en assurance-crédit, caution et risques politiques.

Détenteur de 13 milliards d'euros de bons du Trésor et de titres d'entreprises françaises, Zurich est un investisseur de premier plan en France, pays stratégique pour le Groupe en termes de destination de capitaux, et en tant que plateforme d'innovation sur le marché des particuliers.

Ce marché a connu de nombreuses évolutions au cours des dernières années. Selon vous, quelles sont les évolutions les plus structurantes ?

Le secteur de l'assurance évolue au rythme des modes de vie et des grandes mutations du monde.

À l'image de nos sociétés, les économies sont de plus en plus mondialisées, les technologies et organisations interconnectées et par conséquent, les risques de plus en plus globaux et systémiques.

Le propre de ces grands risques est de toucher tout le monde en même temps. Ils ne peuvent être cantonnés et impactent des pans entiers des économies avec des réactions en chaîne. Qu'ils soient environnemen-

taux, géopolitiques ou liés à la cybersécurité, les grands risques rebattent les cartes tant par leur complexité que par leur occurrence. La pandémie en est une démonstration sévère. Les logiques assurantielles de diversification des portefeuilles ne fonctionnent plus lorsqu'un même événement produit un effet d'accumulation à l'échelle planétaire. C'est une rupture profonde pour nos métiers qui nous oblige à revisiter nos modèles.

Le risque cyber est illustratif de ces évolutions. La recrudescence et la puissance des cyberattaques est sans nul doute l'un des phénomènes qui impactera le plus l'assurance dans les années à venir. Ces attaques sont d'autant plus préoccupantes qu'elles ciblent de plus en plus des secteurs industriels et des infrastructures stratégiques. En 2021, la sphère du risque cyber représenterait la troisième économie mondiale avec une valeur estimée à 6 000 milliards de dollars, juste derrière les États-Unis et la Chine.

En travaillant en amont sur la prévention et la résilience des acteurs économiques, les assureurs ont un rôle à jouer dans la sécurisation du cyberspace. La technologie, en particulier l'intelligence artificielle, offre des avancées en matière d'analyse des protections et des faiblesses des systèmes d'information pour faire face à des activités malveillantes.

Au-delà, il est essentiel de penser à des approches globales, de façon collaborative avec les pouvoirs publics au niveau national et européen, pour une harmonisation des

mesures et un meilleur partage des données liées aux incidents.

Au cœur de ces diverses mutations, on retrouve le numérique qui est un double enjeu : capitaliser sur le numérique pour se transformer et prendre également en compte les risques générés par la digitalisation. Comment appréhendez-vous ces dimensions ?

Le numérique a métamorphosé l'essence de nos métiers, qu'il s'agisse de la blockchain pour la sécurisation des transactions ou du big data au service d'une meilleure connaissance de nos clients. L'année 2020 a agi en catalyseur de cette transformation digitale, tant dans la relation avec nos assurés, entreprises et particuliers, que dans l'évolution vers un modèle d'entreprise hybride.

Nous constatons une accélération des tendances de consommation vers des solutions accessibles, flexibles et sur-mesure. Une transition que nous avons pleinement embrassée chez Zurich France, avec notre offre Klinc, qui permet d'assurer les objets connectés ou de mobilité, à la demande, avec une expérience client 100 % digitalisée.

Le secteur dans son ensemble connaît une phase de disruption avec une explosion des assurtech dont les levées ont dépassé 7 milliards de dollars sur le seul premier semestre 2021, soit plus que sur tout 2020, déjà année record. Au sein de cet écosystème, la France occupe une place de choix derrière

“À terme, Zurich n’assurera plus et n’investira plus dans les sociétés tirant plus de 30 % de leurs revenus ou activités des énergies fossiles.”

les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Pour nous adapter et anticiper ces grandes transformations, nous travaillons dans une relation de cocréation avec des entreprises innovantes. Zurich organise un championnat mondial de l'innovation, qui a attiré dans sa dernière édition 1 400 start-up de 68 pays proposant des solutions visant à relever les défis des générations futures liés au climat, à la santé et aux technologies.

En parallèle, comment accompagnez-vous la transformation énergétique ? Quel rôle le monde de l'assurance va-t-il jouer dans ce cadre ?

Le dernier rapport du GIEC fait état d'une augmentation de la température planétaire de +1,5°C, dix ans plus tôt qu'attendu avec des conséquences alarmantes. Rien qu'en France, les catastrophes naturelles qui représentaient 1 milliard d'euros par an dans les années 1980, puis 2 milliards la décennie suivante et 3 milliards à partir de 2000, se chiffrent désormais à 4 milliards chaque année.

Le réchauffement climatique bouleverse nos modèles de développement par l'intégration du coût des externalités négatives. À terme,

les économies et les entreprises les plus responsables seront aussi les plus compétitives. Au-delà de la question éthique, le risque RSE impactera aussi bien l'actif que le passif des bilans.

Aux côtés des pouvoirs publics, les assureurs, et plus largement la communauté financière, doivent être moteurs pour impulser des changements à la hauteur des enjeux actuels. Les investissements d'aujourd'hui créent les équilibres et les déséquilibres dont nous devrons, demain, assurer les conséquences. En tant que souscripteurs de risque et investisseurs de long terme, nous sommes en mesure d'influencer les comportements des acteurs économiques à travers nos politiques. Zurich y participe activement et se classe première société d'assurance dans le DJ Sustainability Index. Notre engagement est fort et concret : à terme, Zurich n'assurera plus et n'investira plus dans les sociétés tirant plus de 30 % de leurs revenus ou activités des énergies fossiles.

Pour relever l'ensemble de ces défis, quelles sont les compétences nécessaires ?

Dans la nouvelle économie caractérisée par l'immédiateté et l'impermanence, la performance de l'entreprise dépend avant tout de l'intelligence collective, c'est-à-dire celle de l'ensemble des collaborateurs, qu'elle se doit de faire grandir.

En tant que dirigeants, notre rôle est de favoriser et d'organiser la richesse des talents, de leur permettre de réaliser leur potentiel et de faire de l'entreprise un corps apprenant. Les mathématiques et les sciences constituent l'un des rares creusets de mixité sociale, où l'héritage culturel est moins déterminant pour accéder à l'excellence.

Valoriser ces filières permet dès lors, non seulement de mettre en lumière des talents cachés, mais aussi de disposer de compétences futures dans un monde de plus en plus numérique. ×

